

Blanquer atteint des sommets dans l'impopularité chez les personnels de l'EN, y compris les cadres, et pourtant, nous avons du mal à être audibles dans les médias sur la dénonciation de sa politique désastreuse.

Il nous semble qu'une des solutions serait de le cartonner en mettant en évidence ses mensonges et sa gestion à coup d'effets de manche et d'annonces, ainsi que sa libéralisation de l'éducation, incarnée par la multiplication des certifications en langues, dès cette année, par des organismes privés.

Alors qu'il prétend se préoccuper des inégalités scolaires, sa politique ne cesse de les creuser : rappelons qu'il a refusé d'aménager les programmes, à tous les niveaux alors que les élèves ont été privé-es d'école pendant plusieurs mois.

Rappelons que le passage en effectifs allégés, pour raisons sanitaires, ne s'est pas fait dans un cadre national et a entraîné, en plus d'une perte horaire colossale, une inégalité de traitement des élèves comme jamais vue dans l'Education supposée être nationale (entre public et privé mais aussi entre établissements) puisque chacun a du "bricoler" et mettre en place les moins mauvaises solutions.

Rappelons que ce grand n'importe quoi continue avec le retour des élèves de terminale à temps complet préconisé depuis la rentrée de janvier alors que la crise sanitaire est à nouveau en train de s'aggraver, retour qui se fait dans le plus grand désordre, ou pas, exacerbant la concurrence entre établissements.

Rappelons qu'après avoir été discrédité sur les chiffres qu'il donne des contaminations en milieu scolaire, il persiste mais recommande aux élèves de s'auto-confiner avant les fêtes, puis interdit la pratique du sport en salle ou lieu fermé.

Rappelons qu'il ose dire qu'il pense aux élèves de terminale tous les jours alors qu'il refuse quelques semaines avant la date prévue des épreuves de spécialités d'entendre les demandes de report et de mettre fin au stress des élèves qui savent n'être pas préparé-es dans de bonnes conditions (ainsi qu'au stress de leurs enseignantes et enseignants, mais nous savions déjà que Blanquer s'en contre fiche).

Rappelons qu'en collèges, Blanquer, c'est « Devoirs faits » en heures supplémentaires alors que le travail personnel des élèves mériterait d'être encadré par leurs enseignantes et enseignants, sur leur temps de service. C'est aussi des injonctions pédagogiques sur les mathématiques par exemple, ou la promotion des neurosciences comme autant de « baguettes magiques » qu'il suffirait d'agiter dans le bon sens pour résoudre les difficultés scolaires.

Rappelons que le second degré doit absorber des élèves en plus avec moins ! Et ce alors que la crise a montré le besoin de plus d'enseignement, de plus d'encadrement pluriprofessionnel et l'aspect bénéfique du travail en effectifs allégés.

Pourquoi ne pas envoyer des lettres ouvertes à la presse, locale et nationale pour dénoncer clairement cette situation et réaffirmer nos propositions et revendications syndicales : report des épreuves de spécialités en juin, suppression du Grand Oral, aménagement des programmes sur plusieurs années, moyens d'urgence et à plus long terme pour lutter contre les inégalités dont sont victimes les élèves, à commencer par les plus fragiles et pour investir dans les locaux et équipements sous-dimensionnés.

La tribune "Pour des états généraux de l'éducation" qui lance un appel pour une « école ambitieuse » et une « culture commune » va dans le sens de rappeler des fondamentaux démocratiques pour l'école que nous ne pouvons que soutenir.

Cartonner Blanquer et réaffirmer nos propositions, c'est reprendre la main, c'est la seule manière de passer à l'offensive et de préparer le terrain des luttes pour espérer remporter des victoires.